

**Assemblée générale****Cinquante-cinquième session**

Point 20 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale : assistance économique spéciale à certains pays ou régions**

**Conseil économique et social****Session de fond de 2000 New York, 5 juillet-1er août 2000**

Point 5 de l'ordre du jour

**Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe**

## **Assistance au Mozambique dévasté par les inondations**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### **I. Introduction**

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 54/96L de l'Assemblée générale en date du 10 mars 2000, par laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à sa cinquante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session de fond de 2000, sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies et sur les opérations en collaboration menées par les institutions spécialisées et autres organes du système des Nations Unies pour mobiliser et coordonner l'aide humanitaire et l'assistance requise pour la reconstruction et la remise en état des infrastructures au Mozambique afin de secondar les efforts déployés par le Gouvernement mozambicain.

2. Les inondations qui ont dévasté le sud du Mozambique en février et mars 2000 ont suscité un grand mouvement de solidarité à l'échelon international. Elles ont touché les provinces de Maputo, Gaza, Inhambane, Sofala et Manica, ainsi que la ville de Maputo. On estime à 544 000 le nombre de déplacés et à 5 millions les personnes touchées. En outre, 699 personnes auraient péri dans la catastrophe. Le système des Nations Unies a joué un rôle vital qui a consisté à stimuler, mobiliser et coordonner l'assistance fournie au Mozambique. Le présent document décrit le rôle qu'a joué l'Organisation, à l'appui des initiatives prises à l'échelon national pour faire face aux inondations.

3. À partir de décembre 1999, de fortes pluies se sont abattues sur le Mozambique, atteignant à la fin du mois des niveaux jamais connus jusque là. Au début de février 2000, les fleuves Umbeluzi, Incomati et Limpopo ont atteint des niveaux records et, le 25 février, lorsque les inonda-  
t i o n s

\* A/55/150.

causées par le cyclone Eline ont touché le Mozambique, les provinces centrale et australe du pays ont connu leurs pires inondations depuis plus de 50 ans.

4. La catastrophe s'est abattue sur l'un des 10 pays les plus pauvres au monde, où l'indice de pauvreté atteint 70 %. Elle a touché 12,1 % de la population, soit 2 040 000 personnes, dans cinq provinces, créant un besoin d'assistance pour plus de 700 000 personnes. Parmi elles, 500 000 avaient été déplacées en raison des inondations et avaient été temporairement hébergées dans une centaine de camps établis par le Gouvernement. Tous les secteurs de l'économie se sont fortement ressentis des inondations : 10 % des terres cultivées ont été dévastées, tandis que 90 % des structures d'irrigation dans les zones touchées ont été endommagées. Plus de 600 écoles primaires ont été soit détruites soit gravement endommagées, à l'instar des postes de santé et des hôpitaux. Selon les estimations de la Banque mondiale, les pertes directes s'élevaient à 273 millions de dollars des États-Unis, et les pertes de production à 247 millions.

5. En dépit du caractère limité de ses ressources, le Gouvernement mozambicain a remarquablement bien réagi à la catastrophe. Au sein de l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC), l'organisme public responsable des situations d'urgence, une structure de coordination a été mise en place avec l'assistance du système des Nations Unies. À intervalles réguliers, l'INGC a organisé des réunions de coordination qui ont été présidées par le Ministère des affaires étrangères et auxquelles ont participé d'autres ministères, des institutions des Nations Unies, des donateurs et des organisations non gouvernementales. L'INGC a régulièrement organisé, d'autre part, des points de presse et des réunions sectorielles de planification.

6. Immédiatement après la deuxième vague d'inondations, le 28 février, le Secrétaire général a désigné Ross Mountain comme Envoyé humanitaire spécial pour le Mozambique.

M. Ross est arrivé à Maputo le 1er mars et, pendant deux semaines, s'est employé, avec le Gouvernement mozambicain, le coordonnateur résident des Nations Unies et l'équipe de pays des Nations Unies à définir une stratégie d'intervention.

7. Le coordonnateur résident et l'équipe de pays des Nations Unies, soutenus par des renforts venus du Bureau de coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU et des sièges de certaines institutions, ont prêté leur concours à l'INGC et aux organismes d'exécution compétents. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a joué un rôle clef consistant, hormis l'aide alimentaire, à coordonner la logistique des secours au sein de la cellule conjointe de logistique. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont collaboré avec les ministères compétents dans les domaines de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de la santé, du logement et de l'éducation.

8. À la demande du Gouvernement et du coordonnateur résident, et pour faire face aux inondations du 12 février, le Bureau de coordination des affaires humanitaires a immédiatement mobilisé une équipe des Nations Unies chargée de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophe (UNDAC), avant d'organiser une intervention de plus longue durée de cette structure, couvrant tout le mois de mars, à la suite de la deuxième vague d'inondations. Les équipes, qui faisaient partie intégrante de la structure officielle de coordination, ont prêté leur concours à l'INGC et mis à disposition une base de données relative à la coordination des secours. Plusieurs membres de ces équipes ont été stationnés à Beira pour y assurer le suivi des informations entre les opérations en cours et la capitale. La coordination entre le personnel civil et militaire de sept pays est devenue une fonction importante des équipes de l'UNDAC, qui ont également coordonné des moyens militaires considérables comprenant, à certains moments, près de 60 hélicoptères et avions. L'action qu'elles ont menée au cours de la phase aiguë de la crise s'est avérée inestimable et a ainsi permis de sauver quelque 50 000 personnes. Le 26 avril, un groupe mixte d'experts a évalué la collaboration entre civils et militaires et l'intégration des militaires dans une structure civile et a convenu à l'unanimité que l'entreprise avait été une réussite exemplaire.

9. Les équipes constituées par le Bureau de coordination des affaires humanitaires ont également joué un rôle

déterminant dans la formulation de deux appels d'urgence importants : le 23 février, le Gouvernement et les entités des Nations Unies ont réclamé quelque 60 millions de dollars en faveur de 300 000 victimes des inondations. L'impact du cyclone Eline a contraint à revoir à la hausse le volume des ressources nécessaires, et les donateurs ont apporté des contributions s'élevant à 130 millions de dollars au titre de la phase des secours.

10. Le 22 mars, le Gouvernement et les entités des Nations Unies ont lancé un appel provisoire sollicitant une aide d'urgence supplémentaire de 100 millions de dollars en faveur de plus de 600 000 victimes des inondations, pour leur permettre d'attendre la saison agricole suivante qui débutait en septembre. Cet appel a été le résultat d'une collaboration intensive entre les ministères intéressés, les entités des Nations Unies – FNUAP, OMS, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), PAM, PNUD, UNESCO, UNICEF –, et de grandes organisations non gouvernementales. Il avait pour objectif général d'assurer la soudure entre les secours d'urgence à court terme dont avaient besoin les victimes des inondations de retour dans leurs foyers et le moment où il deviendrait possible d'élaborer, de financer et d'exécuter des projets de reconstruction.

11. Organisée par le PNUD et le Gouvernement mozambicain, la Conférence internationale pour la reconstruction du Mozambique, qui s'est tenue à Rome les 3 et 4 mai, a permis d'enregistrer des annonces de contributions s'élevant à 453 millions de dollars pour la reconstruction. Les donateurs ont été exhortés à fournir les ressources restantes afin de rendre possible l'exécution des projets de reconstruction arrêtés par la Conférence.

12. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires continuera de fournir un appui en effectifs à l'INGC et d'aider le Gouvernement et le coordonnateur résident dans les domaines de la coordination et du suivi, jusqu'à la fin de la phase de transition en septembre 2000. Cette assistance concerne aussi les chargés de liaison avec les organisations non gouvernementales, une présence sur le terrain à Beira, ainsi qu'un appui au PNUD et à la FAO pour leur permettre de coordonner les composantes du logement, de la réinstallation et de l'agriculture.

### **Cadre d'intervention**

13. Le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres au monde, l'indicateur du développement humain y étant de 0,340 et le pays se situant au 169e rang parmi les 174 pays ayant fait l'objet du Rapport sur le développement humain de 1999 établi par le PNUD. Le pays a reçu

une aide internationale très importante depuis l'aboutissement du processus de paix en décembre 1994, les annonces de contributions faites lors des réunions du Groupe consultatif se situant, en moyenne, entre 800 millions et 1 milliard de dollars. Les élections multipartites de 1994 et 1999 ont été saluées par les observateurs internationaux et nationaux dont la présence a témoigné de la volonté du pays de consolider la démocratie. Depuis 1996, la croissance économique a été remarquable, se situant entre 7 et 12 %, et le pays semblait s'être bien engagé sur la voie du relèvement et du développement lorsqu'il a été frappé de plein fouet par cette catastrophe sans précédent dans son histoire.

14. Le Mozambique possède une façade maritime de plus de 2 500 kilomètres de long, ainsi que neuf systèmes fluviaux qui prennent naissance principalement dans les pays voisins. Il existe une saison des pluies d'octobre à mars, période où surviennent normalement chaque année des cyclones et des inondations. La sécheresse est également courante et, vu l'étendue du pays, il arrive parfois que certaines régions soient en proie à la sécheresse et d'autres aux inondations. Après la conclusion de la paix, et dans le souci de réduire la vulnérabilité du pays face aux catastrophes naturelles, les autorités se sont attachées à mettre en place un mécanisme efficace de supervision et de gestion, d'où la création de l'Institut national de gestion des catastrophes (*Instituto Nacional de Gestão de Calamidades*), et à élaborer une politique nationale d'atténuation des effets des catastrophes.

15. Le système des Nations Unies a été un partenaire constant du Mozambique dans toutes les catastrophes qu'a vécues ce pays, comme à l'occasion de la catastrophe la plus récente. L'examen du rôle des Nations Unies dans le contexte de la dernière catastrophe et de ses séquelles révèle que les éléments relevés ci-après ont joué un rôle fondamental dans le processus de coordination et ont contribué à atténuer les répercussions de la catastrophe sur la population :

a) Le Gouvernement a dirigé les interventions, le rôle de l'Organisation des Nations Unies ayant consisté à lui apporter un appui;

b) L'action menée par l'Organisation et le Gouvernement s'est appuyée sur l'expérience ainsi que sur des activités antérieures de formation et de préparation qui ont bénéficié du concours d'entités des Nations Unies telles que le PAM, le PNUD et l'UNICEF;

c) Le système des Nations Unies a rapidement mobilisé des ressources lorsqu'un de ses États Membres a dû faire face à une catastrophe qui dépassait ses propres moyens d'intervention;

d) Le système des Nations Unies a établi une Équipe de gestion des catastrophes à Maputo comprenant l'Équipe de gestion de pays et un représentant de chaque institution, tandis que des effectifs supplémentaires importants ont pu être mobilisés à bref délai;

e) Situation sans précédent, des forces militaires internationales ont accepté d'être coordonnées par des civils et par l'Organisation des Nations Unies;

f) Le Secrétaire général a, pour la première fois, désigné un Envoyé humanitaire spécial à l'occasion d'une catastrophe naturelle.

## II. Les inondations catastrophiques de l'an 2000

### A. La capacité nationale à répondre des situations d'urgence

16. Depuis son indépendance en 1975, le Mozambique et ses partenaires de la communauté internationale ont acquis une expérience considérable des situations d'urgence complexes dans lesquelles le pays s'est trouvé à la suite de 16 années de conflit civil interne, période pendant laquelle plusieurs catastrophes naturelles ou dues à l'homme ont également frappé le pays. La capacité de réaction s'est améliorée avec l'expérience, et elle a été renforcée par la décision prise par le Gouvernement vers la fin des années 90 de renforcer la capacité institutionnelle nationale à gérer l'impact de telles situations.

17. Le service précédemment chargé de la planification et de la gestion des catastrophes a été restructuré et une nouvelle institution, l'INGC, a été créée sous la responsabilité continue du Ministre des affaires étrangères et de la coopération. Aussi bien l'INGC que la première politique nationale de gestion des catastrophes ont été formellement approuvées en juin 1999. En ce qui concerne les organismes des Nations Unies, l'Équipe de gestion du pays s'est mise d'accord pour désigner le PAM comme organisme coordonnateur du système des Nations Unies pour la gestion des catastrophes au Mozambique et en cette qualité, le PAM a collaboré étroitement avec le Gouvernement et d'autres partenaires en vue de l'élaboration des statuts de l'INGC et des nouveaux documents politiques. Une des premières décisions de l'INGC portait création d'une commission technique composée de représentants de 10 ministères et à laquelle le PAM a été invité à participer, ce qui était exceptionnel.

18. En 1999, l'INGC a organisé deux ateliers nationaux et divers exercices de formation et de simulation avec la participation directe du PAM et avec l'appui du PNUD. La participation des pompiers, de la police et des représentants de la société civile et notamment des boy-scouts, de la Croix-Rouge et de plusieurs organismes religieux à cette formation était particulièrement importante, et tous ont fait des contributions importantes aux efforts nationaux face aux inondations de l'an 2000.

19. Les opérations de secours liées aux inondations dans la province d'Inhambane en février 1999 étaient également importantes en permettant d'acquérir de l'expérience. En effet, l'INGC a produit un calendrier pour l'an 2000 avec des photographies des dégâts causés par les inondations d'Inhambane et l'a distribué à tous les dirigeants locaux dans les régions menacées par des inondations en tant qu'avertissement visuel quant à la puissance potentielle des inondations. L'UNICEF et le PAM étaient les principaux organismes des Nations Unies participant à ces activités de secours.

20. En ce qui concerne la coopération régionale, l'armée de l'air sud-africaine avait fourni des hélicoptères pour être utilisés au Mozambique au cours des inondations de 1996, 1997 et 1999, établissant en cette occasion de bonnes relations avec le INGC et obtenant une expérience précieuse en matière de vols au Mozambique. Des hélicoptères militaires sud-africains avaient également été utilisés pour transporter des personnes et du matériel lors des élections au Mozambique en décembre 1999. Il n'était donc pas surprenant que l'Afrique du Sud fût la première à fournir un appui aérien au cours des inondations de l'an 2000.

21. Dans le cadre de son programme de coopération ordinaire avec le Mozambique, le groupe d'évaluation de vulnérabilité du PAM qui comprend des ministères et la FAO, avait identifié les 20 districts les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Dans le cadre de son programme de fonds de développement alimentaire, le PAM a formé des contrôleurs de l'aide alimentaire et les autorités de district, a lancé des projets « des aliments contre du travail », et a mis en place des réserves alimentaires d'urgence. Certains des districts se trouvaient dans la zone touchée par les inondations et les réserves alimentaires ainsi que les contrôleurs de l'aide alimentaire ont été employés effectivement lors des inondations. Le PAM avait également constitué une réserve de 150 tonnes de vivres à Vilanculos, province d'Inhambane, et celle-ci a été utilisée lors de l'opération de secours sur le fleuve Save dans cette province et dans la province voisine de Sofala.

22. Au cours des huit dernières années, la FAO avait

mis au point, dans le cadre du Ministère de l'agriculture, un système d'alerte rapide qui surveille les conditions agricoles. Le personnel de ce dernier a été employé pour estimer la superficie de terres agricoles touchées par les inondations et les besoins de semences pour les futures saisons.

## B. Alerte rapide

23. À partir de septembre 1999, l'INGC, l'Institut météorologique national et le Southern African Regional Climate Outlook Forum ont commencé à signaler que des prévisions météorologiques lointaines laissaient prévoir une saison de pluies aux précipitations exceptionnelles fortes. Pendant la période de septembre à décembre, plusieurs articles ont paru à la une des journaux locaux répétant cet avertissement. En novembre 1999, il y avait une réunion pour la presse et la communauté internationale destinée à lancer le plan de secours de l'INGC pour 1999-2000. La réunion était présidée par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération, qui était accompagné par le coordonnateur résident des Nations Unies. En novembre, le Ministère de la santé a demandé à ses directeurs régionaux de se préparer à d'éventuelles inondations. Des stocks de médicaments ont été mis en place et des plans définissant les mesures à prendre par le personnel ont été élaborés.

## C. Les inondations

24. De fortes précipitations ont commencé tôt en gênant les élections nationales, qui ont eu lieu du 3 au 5 décembre, dans plusieurs régions du pays. Dans le nord et le centre du Mozambique, les précipitations en octobre et décembre étaient inférieures à la normale, mais au sud elles étaient fortes, 70 % au-dessus de la normale à Maputo et 25 % au-dessus de la normale à Xai Xai, province de Gaza. Il y avait de fortes pluies au sud du Mozambique ainsi qu'en Afrique du Sud et au Swaziland voisins en janvier, ce qui a provoqué des crues anticipées mais, à part cela, non supérieures à la normale. Des crues maximales ont été enregistrées sur les fleuves Umbeluzi, Incomati et Limpopo entre le 17 et le 23 janvier et quelques personnes ont été déplacées. Des équipes de mobilisation de l'INGC dans la région ont alerté les populations à la probabilité de nouvelles inondations.

25. Pendant la première semaine de février, les pluies ont continué à être exceptionnellement fortes au sud du Mozambique et ont commencé à susciter des préoccupations. Au cours de cette période, entre le 4 et le 7 février,

le sud et le centre du Mozambique ont été touchés par le cyclone Connie. À l'aéroport international de Maputo, les pluies ont atteint un record de 328 millimètres le 6 février et 454 millimètres sur une période de quatre jours. Il y avait des dégâts locaux importants, des maisons ayant été emportées et des routes endommagées. Environ 6 000 personnes ont été déplacées et bien davantage ont été affectées. La route reliant la ville de Maputo à la capitale provinciale de Matola a été coupée et la route reliant Maputo et Matola à l'Afrique du Sud était inondée et impraticable.

26. Le cyclone Connie, qui est passé très lentement au-dessus du sud du Mozambique pour atteindre en suite le Swaziland, l'Afrique du Sud, le sud du Zimbabwe, voire le Botswana, a provoqué des précipitations records. Cela a causé de nouvelles crues dans les rivières alimentant le Mozambique. Le 7 février, le fleuve Incomati était plus élevé que jamais et l'équipement de mesure des crues à la frontière sud-africaine a été balayé. Vers le 9 février, la crue de l'Incomati avait coupé la principale route (EN1) entre Maputo et Xai Xai. Les fleuves Incomati et Umbeluzi ont atteint des niveaux non enregistrés depuis 1937. La ville de Sabie (population 9 000) a été évacuée et des milliers d'autres habitants des zones rurales ont été obligés à se déplacer vers des terres plus élevées.

27. Au 12 février, il y avait des inondations graves dans la vallée du Limpopo, notamment dans les villes de Chókhwè (où les crues ont atteint le niveau historique de 1977) et Xai Xai. Plus au nord, les crues des fleuves Save et Buzi au centre du Mozambique ont déplacé des milliers de personnes. À ce stade, on a estimé à 100 000 le nombre de personnes déplacées, et 200 000 ont été touchées par les inondations.

28. Cinq hélicoptères militaires sud-africains et un nombre égal d'avions sont arrivés le 11 février. Durant les neuf jours suivants, ils ont réussi à sauver 2 800 personnes. Quatre embarcations de la marine mozambicaine ont sauvé 6 358 personnes de plus entre le 29 janvier et le 23 février.

29. Au cours des 10 jours suivants, le niveau du Limpopo restait élevé, mais les eaux des autres fleuves ont commencé à baisser et les gens ont commencé à rentrer dans leurs foyers. Toutefois, vers le 17 février, un autre cyclone, Eline, était annoncé qui a fini par frapper le centre du Mozambique le 22 février (détruisant virtuellement la ville de Nova Mambone à l'embouchure du Save).

30. À mesure que le cyclone Eline se déplaçait vers l'intérieur, il provoquait de fortes pluies au centre du Mozambique, au Zimbabwe et au nord de l'Afrique du Sud. Ces pluies tombaient sur des terres déjà saturées et s'écoulaient rapidement. Les quatre rapports de situation

quotidiens de l'INGC/UNDAC du 21 au 24 février mettaient en garde contre de nouvelles crues du Limpopo; le rapport du 21 février avertissait que la montée des eaux pourrait avoir un impact dévastateur. Le gouvernement provincial de Gaza a commencé à évacuer ses bureaux dans la partie inférieure de Xai Xai, et les prisonniers ont été évacués de la prison locale.

31. Une pointe de crue sans précédent déferlait le Limpopo entre le 25 et le 27 février. Au 1er mars, les eaux en crue à Xai Xai avaient dépassé de trois mètres le record enregistré précédemment. Des crues analogues descendaient les fleuves Save et Buzi.

32. Des crues ont atteint des niveaux sans précédent et ont inondé des zones que les habitants considéraient normalement comme des terres élevées et sûres. À son point le plus large, le Limpopo a atteint une largeur de 60 kilomètres, submergeant des zones jamais inondées auparavant. Les habitants des vallées du Limpopo, du Save et du Buzi ont été obligés à se réfugier dans des arbres et sur les toits des bâtiments.

33. La crue descendant le Limpopo le samedi 26 février, avec des eaux qui montaient de 1,5 mètre en 4 heures, et la montée rapide des eaux des fleuves Save et Buzi ont transformé la situation de manière dramatique. Des vols de sauvetage ont repris le 27 février, et au 6 mars, des hélicoptères sud-africains avaient sauvé encore 11 591 personnes, les hélicoptères malawiens en avaient sauvé 1 873 et d'autres hélicoptères 287. Des embarcations militaires mozambicaines et des embarcations de la Croix-Rouge (souvent gérées par des militaires en tenue civile) ont sauvé encore 11 254 personnes. Des milliers d'autres ont été sauvés par des pêcheurs et par d'autres particuliers disposant de petites embarcations. Certaines personnes ont passé jusqu'à 10 jours sur des toits et dans des arbres. Des images de télévision spectaculaires du sauvetage de personnes, y compris la naissance du bébé Rosita alors que sa mère était encore réfugiée dans un arbre, ont été diffusées dans le monde entier.

34. Vers la deuxième semaine de mars, la plupart des avions et un grand nombre d'embarcations étaient arrivés, et cette opération de sauvetage, qui avait connu une forte publicité, touchait à sa fin. Pourtant, les besoins de secours continus restaient élevés. Près de 550 000 personnes étaient sans abris et dispersées entre plus de 100 sites différents et souvent inaccessibles. Beaucoup se trouvaient dans des camps de réfugiés, et au moins trois centres d'accueil comptaient une population se situant entre 30 000 et 60 000. D'autres personnes encore étaient dispersées en petits groupes sur des zones isolées de terre élevée. Les besoins de vivres, d'abris, d'eau, d'assainissement et de services de santé étaient massifs;

toutefois, la quasi-totalité des liaisons routières et ferroviaires dans les zones affectées étaient coupées, les ponts détruits ou les routes emportées ou encore inondées. Il n'y avait aucune liaison routière vers la rive nord du Limpopo (Xai Xai et Chibuto) et tout le transport s'effectuait par air ou par petites embarcations, qui s'efforçaient de traverser le fleuve en crue et au courant rapide. L'aéroport de Xai Xai restait fermé, et un système de contrôle du trafic aérien et de coordination de la logistique informel fut établi à la piste d'atterrissage de Chibuto; des douzaines d'avions atterrissaient chaque jour et trois vols commerciaux quotidiens ont été instaurés entre Maputo et Chibuto. Plus au nord, des hélicoptères prenaient à bord des vivres à partir de navires de la marine britannique au large de la côte et les larguaient à des groupes isolés de personnes le long du fleuve Save. Même ce pont aérien collectif massif était dépassé, et il y avait de la faim dans les centres d'accueil et dans les zones isolées. Dans l'ensemble, les secours étaient efficaces, peu de personnes sont mortes de faim ou de maladie, et la plupart sont rentrées chez elles.

35. Fin mars, la plupart des avions étaient partis et les eaux étaient tombées dans la plupart des régions. Cependant, il y avait de fortes pluies vers la mi-mars, dues en partie à l'ouragan tropical Gloria, et les fleuves Save et Buzi restaient en crue jusqu'à fin de ce mois. Le Limpopo restait en crue jusqu'à fin avril, fermant certaines routes et empêchant toujours les habitants de rentrer chez eux. Des milliers de personnes ont cherché à rentrer vers la troisième semaine de mars, mais étaient obligées à repartir lorsque les eaux ont commencé une nouvelle fois à monter. Les gens sont rentrés lentement chez eux, mais vers la mi-mars, 300 000 restaient déplacés, la plupart dans des centres d'accueil, et ce n'est que vers la mi-avril qu'il y avait un soudain mouvement de retour d'un grand nombre de personnes. Les habitants sont rentrés à Chókwe sur la rive méridionale de Limpopo, bien que le nettoyage n'y fût pas encore achevé. Fin mai, certaines zones peu élevées restaient inondées, des milliers de personnes demeuraient sans abris, et quelques centres d'accueil restaient ouverts. En outre, beaucoup de personnes qui étaient rentrées chez elles avaient besoin d'une aide continue et ne pouvaient être approvisionnées que par air. Certains ponts aériens ont continué jusqu'à la fin de mai, et aucune liaison routière permanente avec la rive nord du Limpopo et Xai Xai n'avait été ouverte à cette date.

36. Les inondations ont déplacé 544 000 personnes et causé au moins 699 morts conformément aux chiffres du gouvernement. Malgré la montée constante des eaux et les avertissements préalables, les inondations étaient nettement supérieures à l'attente, aux prévisions ou à l'expérience du passé. À Chókwe par exemple, les autori-

tés de la ville, les services de santé et les responsables du réseau d'irrigation, la Croix-Rouge et le PAM ont tous dû évacuer leurs bureaux à la hâte, abandonnant stocks et dossiers à mesure que les eaux montaient plus rapidement et plus haut que quiconque aurait pensé possible. Dans son pire scénario, l'INGC avait prévu que jusqu'à 93 000 personnes pourraient être déplacées dans la province de Gaza, le nombre effectif pour cette seule province s'élevait à plus de 250 000.

### III. Coordination de l'aide humanitaire

#### A. Initiatives prises par le Gouvernement et les organismes des Nations Unies lui apportant leur assistance

37. Prenant conscience de l'étendue de la catastrophe et du risque de voir la situation s'aggraver, la commission technique de l'INGC a commencé à se réunir plus régulièrement dès la mi-janvier et le début des opérations de secours a coïncidé avec les premiers déplacements de population à la fin janvier. L'Afrique du Sud a, toujours en janvier, officiellement offert de fournir des hélicoptères de l'armée de l'air si le Mozambique acceptait de payer le carburant. Le premier rapport de situation sur les inondations au Mozambique a été établi par le PAM et publié par le Bureau de coordination des affaires humanitaires le 26 janvier. Des missions conjointes INGC/PAM ont été organisées dans certaines des zones touchées et il a été demandé au PAM de fournir une aide alimentaire aux populations déjà déplacées. Une mission d'évaluation commune INGC/donateurs/Gouvernement/Nations Unies devait avoir lieu le 7 février mais les événements en ont décalé autrement.

38. Les pluies exceptionnelles qui se sont abattues sur Maputo le 6 février ont donné lieu à la première grande initiative. Ce jour-là, le Ministre des affaires étrangères a organisé ce qui allait être la première des réunions quotidiennes tenues l'après-midi dans son bureau avec le Premier Ministre et trois autres ministres en vue de coordonner l'action du Gouvernement face aux inondations. La commission technique de l'INGC a également organisé une réunion le 7 février avec la Croix-Rouge et le PNUD. Un rapport initial a été établi et un appel de fonds lancé par le Gouvernement le 10 février.

39. Le 8 février, le Bureau de coordination des affaires humanitaires a pris contact par téléphone avec le bureau du coordonnateur résident à Maputo afin d'offrir l'aide d'une équipe de l'UNDAC. Après examen par l'INGC et

le Ministre des affaires étrangères et de la coopération, l'offre a été acceptée par le Gouvernement qui a officiellement invité l'équipe à intervenir le 10 février. Une équipe de cinq personnes appartenant à l'UNDAC (la première de trois) est arrivée le samedi 12 et dimanche 13 février et a rencontré des représentants des Nations Unies le dimanche. Elle avait pour instructions initiales de contribuer au lancement d'un appel interinstitutions des Nations Unies, d'établir des rapports et de rassembler des informations à l'intention des donateurs, et de faciliter la coordination de l'aide internationale. Avec l'aide de la Division des interventions d'urgence du PNUD, un centre de coordination a été mis en place à l'INGC et doté d'équipement et de personnel.

40. En temps normal, les équipes de l'UNDAC opèrent à partir des bureaux des Nations Unies et le PAM, entité des Nations Unies désignée comme chef de file pour les opérations de gestion de la catastrophe touchant le Mozambique, avait déjà préparé bureaux et ordinateurs pour l'équipe qui s'en est servi la première journée. Fait inhabituel, le coordonnateur résident a toutefois décidé que l'équipe devrait opérer à partir de l'INGC, et cette dernière s'y est installée le 15 février. Elle a ensuite bénéficié de l'appui tant du bureau du coordonnateur résident que du fonds d'urgence du PNUD. L'un des membres de l'équipe a fait le commentaire suivant : « Nous nous efforçons toujours d'aider le Coordonnateur des Nations Unies mais la façon dont nous avons pu immédiatement collaborer avec le Gouvernement a été sans précédent. »

41. L'UNICEF et le PAM ont « détourné » des ressources humaines et financières et puisé dans les stocks de fournitures existants afin d'aider les victimes des inondations. L'UNICEF a apporté son appui au Gouvernement et aux organisations non gouvernementales pour que les canalisations d'eau puissent commencer à être réparées et fourni des réservoirs souples à eau aux réfugiés hébergés dans les écoles et aux communautés n'ayant pas accès à de l'eau potable. L'UNICEF et le PAM se sont employés à coordonner certaines réunions de donateurs et contribué à la préparation des vols d'évaluation qui ont eu lieu les 11 et 12 février. L'UNICEF a également mis trois experts à la disposition du Ministère de la santé et de la Direction provinciale de la santé de Maputo. Le 16 février, un avion en provenance d'Italie a apporté 40 tonnes de fournitures médicales de l'UNICEF et de biscuits à haute teneur en protéines du PAM.

42. Le PAM a pris en charge la coordination des secours alimentaires comme s'y attendaient à l'évidence les autres donateurs. Il a également commencé à transférer la plus grande partie de ses propres stocks de produits alimentaires à Palmeira (à 70 kilomètres au nord de Mapu-

to), point au-delà duquel la route devenait impraticable et où il était possible d'entreposer des marchandises et de moudre du maïs; avions et hélicoptères ont pu atterrir sur la route et transporter les denrées alimentaires plus au nord. Des hélicoptères ont également acheminé des denrées alimentaires vers le sud à partir de Maputo. Le petit aéroport de Xai Xai étant inondé, les avions se sont mis à utiliser la piste d'atterrissage en terre de Chibuto, située non loin.

43. Le PNUD et le bureau du coordonnateur résident des Nations Unies ont rapidement rassemblé ordinateurs, téléphones cellulaires, voitures, etc. et le 16 février, l'équipe de l'UNDAC basée à l'INGC était pleinement opérationnelle. Au cours de la semaine, pour répondre à l'appel lancé par le Gouvernement le 10 février, le Bureau de coordination des affaires humanitaires a organisé un vol de secours afin de faire venir des fournitures de son entrepôt de Pise.

44. L'équipe de l'UNDAC a souligné combien il importait d'organiser des réunions auxquelles pouvaient participer Gouvernement, donateurs et organismes opérationnels. La première d'une série de réunions quotidiennes d'information et de coordination entre l'INGC et l'UNDAC a eu lieu le 17 février. Ces réunions étaient publiques et les représentants des groupes de travail sectoriels gouvernementaux y faisaient rapport sur leurs activités.

45. Trois nouveaux avions (dont l'un avait été loué par le PAM) et un hélicoptère supplémentaire, opérationnel le 20 février, sont venus peu à peu compléter la flotte aérienne existante. Le 22 février, deux hélicoptères de l'armée malawienne ont commencé à décoller de Beira, au centre du Mozambique, et deux hélicoptères transportant des passagers, loués par l'UNICEF, de Maputo.

46. À ce moment-là, toutefois, la route allant vers l'Afrique du Sud était déjà ouverte et l'intérêt des donateurs commençait à décliner. Le système des Nations Unies a largement contribué à ce que les donateurs continuent de s'intéresser à la situation à Mozambique.

47. À la suite de la mise en place de systèmes plus performants au sein de l'INGC et du lancement, le 23 février, du premier appel international pour les secours d'urgence et le relèvement, l'équipe de l'UNDAC est partie le 24 février. C'était à l'INGC qu'est ensuite revenue la tâche d'organiser les réunions d'information et de coordination quotidiennes.

48. Le 29 février, le Secrétaire général a fait du Directeur du Bureau de coordination des secours humanitaires à Genève son Envoyé humanitaire spécial au Mozambique pour les inondations et ce dernier est arrivé dans le pays le

jour suivant. Sa nomination a montré, tant au Gouvernement mozambicain qu'aux donateurs, toute l'importance qu'accordait le système des Nations Unies à la situation causée par les inondations. L'Envoyé humanitaire spécial n'a pas ménagé ses efforts au Mozambique pour mobiliser l'appui de la communauté internationale aux opérations de secours, rendus nécessaires par les inondations et les a vus récompensés. Il a contribué à encourager les donateurs bilatéraux et les organisations non gouvernementales à participer aux initiatives de coordination de l'INGC. Un responsable des Nations Unies à Maputo a fait l'observation suivante : « Son titre a joué un rôle fort important. Les gens souhaitent rencontrer un envoyé spécial du Secrétaire général et nombreux ont été ceux qui ont voulu faire partie de son équipe. » Son titre a joué un rôle tout aussi important lorsqu'il s'est agi d'encourager les militaires à prendre part au processus de coordination établi.

49. La déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 6 mars et la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 10 mars (A/RES/54/96 L) et demandant au Secrétaire général de continuer à mobiliser et coordonner l'assistance humanitaire et l'assistance nécessaire au relèvement et à la reconstruction, ont montré l'importance que l'ONU accordait à la catastrophe. Trois autres responsables des Nations Unies se sont également rendus au Mozambique : le Directeur général de l'UNICEF, le Directeur adjoint du PAM et un secrétaire général adjoint. Tous ont eu avec le Gouvernement et les donateurs des contacts fort utiles qui ont permis d'appeler l'attention sur la nécessité de continuer à aider le pays pendant la phase d'urgence.

50. Au cours des deux semaines qu'il a passées au Mozambique, l'Envoyé humanitaire spécial a été le responsable des Nations Unies de plus haut rang et présidé l'équipe spéciale de gestion des opérations en cas de catastrophe. Son rang lui a permis de prendre des décisions en collaboration avec les organismes des Nations Unies sur le terrain et de dynamiser et d'assouplir la façon dont le système des Nations Unies fonctionnait à Maputo.

51. Les équipes de l'UNDAC sont conçues pour pouvoir intervenir rapidement, en particulier lors de catastrophes naturelles se déclenchant soudainement; elles arrivent habituellement sans tarder et ne restent que deux semaines. La présence du Bureau de coordination des secours humanitaires au Mozambique était inhabituelle non seulement parce que le Bureau opérait à partir de l'INGC mais également parce que l'arrivée de la première équipe a été suivie de celle d'une deuxième, puis d'une troisième équipe, le 10 mars. L'UNDAC n'avait, à l'origine, pas prévu d'envoyer une troisième équipe, mais en a été priée

par le coordonnateur résident, en partie sur la demande des donateurs qui ont estimé que la présence des équipes de l'UNDAC assurerait un meilleur déroulement des opérations de secours. La troisième équipe a également permis de mettre en place des bases de données, de préparer un nouvel appel et de renforcer le bureau de l'INGC à Beira. Son rôle essentiel a toutefois été davantage de rassurer la communauté toujours plus importante des donateurs que de mener toute autre action concrète. Il convient de ne pas sous-estimer l'importance que peut prendre le système des Nations Unies pour ce qui est de la médiation entre les donateurs et le Gouvernement et de l'information des donateurs privés et bilatéraux.

## **B. Coordination de l'aide apportée par les Nations Unies**

52. Les organismes des Nations Unies présents au Mozambique ont été parmi les premiers à expérimenter le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement dans le contexte du programme de réformes du Secrétaire général. L'expérience acquise au niveau de la collaboration et la volonté de coopérer se sont révélées fort utiles au cours des journées les plus difficiles ayant marqué la période des inondations. Il convient de souligner qu'il a été noté à maintes reprises que, durant cette crise, le système des Nations Unies avait agi davantage comme une équipe que comme une série d'organismes individuels. Il s'est avéré par conséquent important sur le plan opérationnel que le lien avec l'INGC ait été le bureau du coordonnateur résident et non un organisme particulier des Nations Unies tel que le PNUD ou le PAM.

53. Il avait été procédé, dans le contexte du Plan des Nations Unies pour l'aide au développement, à la création d'une équipe de gestion de pays et à la mise en place d'un bureau du coordonnateur résident. Le bureau de l'équipe de gestion a rapidement servi de base à une équipe de gestion des opérations en cas de catastrophe, qui comprenait également le Bureau de coordination des affaires humanitaires et les centres de liaison sectoriels. Le bureau du coordonnateur résident a apporté son soutien aux équipes envoyées par le Bureau de coordination des affaires humanitaires. Un site Web avait été créé en 1999 pour l'ONU au Mozambique et ce site s'est rapidement transformé en un des principaux sites à consulter pour obtenir des informations concernant les inondations; au plus fort de la catastrophe, il était mis à jour plusieurs fois dans la journée et en mars 2000, 3 448 personnes l'avaient consulté à partir de 58 pays.

54. L'ONU a mobilisé plus de 200 personnes supplé-



mentaires au plus fort des opérations de secours. Comme l'UNDAC, la plupart des organismes des Nations Unies ont fait venir des experts et du personnel supplémentaire de leurs bureaux à l'étranger et des Volontaires des Nations Unies menant d'autres activités à l'intérieur du Mozambique ont été transférés à l'appui des opérations de secours rendues nécessaires par les inondations. Du personnel local a été recruté aussi bien par les organismes des Nations Unies que pour soutenir l'INGC et nombreuse a été la population locale à se porter volontaire.

55. Afin de coordonner les opérations de secours, des groupes de travail sectoriels ont été créés, chargés de mener des activités ayant trait à l'approvisionnement alimentaire, à la santé et à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement, au logement, aux centres d'hébergement, aux secours non alimentaires, à l'éducation et à l'agriculture. À la demande du PNUD, un groupe de travail sur le déminage a été créé et les rapports établis par le groupe ont ensuite été inscrits à l'ordre du jour des réunions d'information régulières de l'INGC. Les groupes de travail sectoriels se composaient de représentants du Gouvernement, des organismes des Nations Unies et des institutions bilatérales ainsi que des organisations non gouvernementales et se réunissaient fréquemment, certains quotidiennement, au cours des mois qui ont suivi; les réunions facilitaient la coordination et permettaient de résoudre les difficultés d'ordre technique. Ce sont les deux organismes opérationnels, le PAM et l'UNICEF, qui ont joué le rôle le plus important sur le terrain.

### 1. Approvisionnement alimentaire

56. Du 11 février au 29 mai, le PAM a distribué 12 000 tonnes de denrées alimentaires, surtout du maïs, mais également des haricots, de l'huile, du sucre, du sel et des biscuits riches en énergie, à 590 000 bénéficiaires répartis en 259 lieux différents, dans cinq provinces. Le PAM a également préparé du matériel de cuisine pour 20 000 familles. Pour assurer une bonne couverture géographique, un total de cinq antennes ont été ouvertes. Sur l'ensemble des denrées alimentaires acheminées, 33 % l'ont été par avion. Quinze ONG, tant locales qu'internationales, ont assuré la distribution des produits alimentaires dans les camps principaux. Les autorités locales ont également joué un rôle critique en s'occupant de l'acheminement des denrées vers les zones reculées. Les agents du PAM chargés de veiller aux opérations de distribution et les « mobilisateurs » sociaux ont permis d'assurer l'inscription des bénéficiaires, de faire jouer aux femmes le rôle leur revenant, de réaliser des évaluations sur le terrain et de mener des activités de suivi, et de mettre au point des plans de

redressement prévoyant la fourniture de vivres en échange de travail et une alimentation d'appoint. Le PAM n'a pas seulement coordonné l'aide alimentaire et les opérations, il a également fourni le personnel technique et les moyens permettant de cerner les zones vulnérables et de calculer le nombre de personnes touchées et d'hectares dévastés par les inondations.

### 2. Eau et assainissement

57. L'UNICEF a assuré la coordination et fourni des ressources au Gouvernement et aux organisations non gouvernementales, tant locales qu'internationales, pour ce qui est de l'approvisionnement des centres d'hébergement en eau potable et de la mise en place d'installations d'hygiène et d'assainissement. Pour réduire la vulnérabilité au choléra et à d'autres maladies diarrhéiques, l'UNICEF a demandé à des animateurs et des troupes de théâtre de se rendre dans les camps et centres d'hébergement afin d'apprendre aux populations s'y trouvant l'hygiène et l'assainissement dans des conditions de surpeuplement. Il a acheté et distribué 44 000 seaux contenant du savon afin que les gens puissent se laver les mains. Il a également distribué 352 000 paquets de poudre permettant de purifier l'eau (contenant un agent flocculant pour dissiper la boue et du chlore pour purifier l'eau). Le Gouvernement et les ONG ont également distribué 500 000 sachets de sels de réhydratation par voie orale fournis par l'UNICEF. Le fait que le choléra et les maladies diarrhéiques aient été effectivement enrayerés dans les centres d'hébergement a prouvé l'intérêt de l'action menée.

58. L'UNICEF a également participé à la remise en état des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement de deux villes ayant souffert des inondations, Chókhwè et Xai Xai. Il a par ailleurs oeuvré, en étroite collaboration avec les organisations non gouvernementales nationales et internationales et l'armée mozambicaine, au nettoyage de Chókhwè; dans ces deux villes, l'UNICEF a fourni des outils élémentaires, tels que 1 500 pelles, 600 brouettes et 3 000 paires de gants de caoutchouc épais. À Chókhwè, la route qui menait à la décharge a été réparée et rouverte.

### 3. Santé et éducation

59. Le paludisme est devenu un problème grave parmi les personnes déplacées du fait des inondations et de la prolifération des sites de reproduction des moustiques, ainsi que de la baisse d'immunité des populations déplacées tenant à une nutrition inadaptée et à une aggravation du stress. Pour ralentir l'accroissement des cas de palu-

disme, l'OMS et l'UNICEF ont apporté un soutien technique et des fournitures permettant de renforcer la lutte contre cette maladie, notamment grâce à des pulvérisations, à l'éducation sanitaire et à la distribution de moustiquaires traitées à l'insecticide et de médicaments contre le paludisme.

60. L'UNICEF a fourni un appui au Ministère de la santé sous forme de vaccins, d'aiguilles et de seringues biodégradables, de matériel permettant de maintenir la chaîne du froid, de moyens de transport et d'assistance technique afin de lui permettre de mener une campagne de vaccination d'urgence contre la rougeole, la méningite et le téta-nos néonatal dans les communautés déplacées. Le FNUAP s'est efforcé de fournir aux jeunes femmes enceintes médicaments et services, aussi bien dans les centres d'hébergement qu'en dehors, afin d'améliorer la qualité des soins maternels offerts.

61. L'OMS a fait venir une équipe afin d'aider le Ministère de la santé à planifier les activités à mener pour faire face à la crise, procédé à des évaluations rapides des besoins et mis au point des plans de lutte contre le paludisme, des programmes d'éducation sanitaire et relatifs à la santé mentale. L'OMS a également fourni des médicaments contre le choléra, des trousseaux de médicaments d'urgence, du matériel de communication et des jeux pour les enfants.

62. Le Gouvernement a souligné qu'il importait que les enfants reprennent l'école le plus rapidement possible. L'UNICEF et l'UNESCO, ayant convenu de travailler de concert, ont participé à une évaluation rapide des besoins. L'UNICEF a fourni du matériel d'enseignement et d'apprentissage à 670 écoles et 200 000 enfants du cycle primaire touchés par les inondations et fourni de quoi nettoyer 1 300 classes qui avaient été envahies par les eaux. Cinquante grandes tentes ont été acheminées par avion du Kosovo pour servir de salles de classe temporaires.

63. Afin de faciliter les travaux menés dans la province de Gaza, l'UNICEF a décidé, plutôt que d'ouvrir une antenne à Xai Xai, de déployer quatre techniciens dans les directions provinciales de la santé, des travaux publics et de l'éducation.

#### 4. Agriculture

64. La FAO a apporté une assistance technique au programme visant à mener des évaluations initiales de la production agricole et à fournir des semences et outils aux personnes rentrant chez elles. Elle a fait venir un certain nombre de spécialistes qui ont collaboré avec le Ministère de l'agriculture à la réalisation d'évaluations, mis au point une base de données concernant les plans de distribution

des organisations non gouvernementales (assurant ainsi la diffusion de ces informations), organisé la coordination de la distribution des semences et fait des prévisions concernant la production agricole. Le 6 mars, la FAO a demandé à un coordonnateur d'urgence d'aider sur le plan technique le groupe chargé des opérations d'urgence du Ministère de l'agriculture et du développement rural à assurer dans les meilleurs délais la coordination d'une intervention touchant le secteur agricole dans les districts inondés.

#### 5. Centres d'accueil et d'hébergement et secours autres que les secours alimentaires

65. Le PNUD a aidé le Gouvernement à coordonner l'hébergement des sinistrés et fait office de centre de liaison du groupe de travail sur l'hébergement. Celui-ci, formé de représentants du Gouvernement, d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, de bailleurs de fonds et d'autres institutions des Nations Unies, est devenu un lieu de discussion sur les aspects stratégiques du processus de réinstallation. Les grandes lignes d'action en matière de réinstallation, élaborées conjointement par le Gouvernement et l'ONU, ont été mises au point. Un fonctionnaire de rang supérieur du bureau du PNUD au Mozambique a été désigné pour diriger le groupe; le PNUD a financé le recrutement sur le plan national et international de personnel d'appui pour le travail du groupe et apporté à l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC) une aide directe pour la création d'une base de données sur les centres d'hébergement et les secours autres que les secours alimentaires. En outre, le PNUD a acheminé des fonds fournis par des donateurs pour financer certaines activités d'appui à la réinstallation des collectivités et à la remise en état des édifices publics.

66. À la mi-mars, la Banque mondiale a envoyé une équipe de 20 personnes pour faire une évaluation des dommages et de la reconstruction; en avril, elle a approuvé un soutien à la balance des paiements représentant 30 millions de dollars et réaffecté 2,5 millions de dollars sous forme de fonds à décaissement rapide à la réparation des routes.

67. Même les institutions non représentées à Maputo ont apporté leur concours. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) ont envoyé au Mozambique des équipes chargées de travailler avec le Gouvernement à l'évaluation des conséquences des inondations et à l'élaboration de plans de reconstruction.

## 6. Action de déminage

68. L'une des tâches de développement national les plus difficiles consiste à nettoyer le pays des quelque 700 000 à 900 000 mines antipersonnel et munitions non explosées disséminées sur toute sa superficie. Parmi les provinces touchées par les inondations, celles de Maputo et d'Inhambane sont considérées comme infestées de mines, et celles de Gaza, de Manica et de Sofala sont considérées comme partiellement minées. Bien que les apports des bailleurs de fonds destinés à financer les activités de déminage augmentent régulièrement, la superficie déminée reste relativement faible par rapport à la superficie totale minée. Un levé de niveau 1 qui permettra une évaluation définitive de la situation en matière de mines antipersonnel sera achevé en 2001. Cependant, les craintes que les eaux de crue déplacent les mines non encore découvertes, mettant ainsi en danger les vies des travailleurs de l'aide et des gens qui retournent chez eux, sont devenues de plus en plus vives. En conséquence, pour permettre une action immédiate et concertée en vue de l'évaluation des conséquences éventuelles des inondations du point de vue du déminage et encourager l'utilisation rationnelle des ressources actuelles et futures, le PNUD a aidé l'Institut national de déminage à mettre en place un dispositif d'action d'urgence. Un groupe d'action antimines d'urgence a été constitué, comprenant l'Institut national de déminage, des représentants des principaux organismes s'occupant de déminage (Handicap International, Norwegian People's Aid et le Programme accéléré de déminage financé par le PNUD) et les bailleurs de fonds concernés. Le groupe a élaboré un plan d'action en 10 points et approuvé les priorités établies ainsi que les modalités d'utilisation des ressources, ce qui a permis de procéder à des levés aériens et terrestres des zones inondées et de sensibiliser aux dangers des mines les travailleurs de l'aide et les personnes hébergées dans des centres d'accueil dans des régions connues pour être minées. L'UNICEF, en tant qu'institution des Nations Unies chargée de la sensibilisation aux dangers des mines, a accordé des fonds à Handicap International pour que des activités soient lancées dans ce domaine. Une évaluation exhaustive permettant de dénombrer les mines délogées sera effectuée dans le cadre du projet général conçu par le groupe de travail au titre de la gestion de l'action antimines dans les zones inondées. En outre, le PNUD a travaillé avec l'Institut national de déminage à l'élaboration du document de synthèse contenu dans le document présenté par le Gouvernement mozambicain à la Conférence internationale sur la reconstruction, tenue en mai à Rome.

## 7. Opérations aériennes

69. Compte tenu de la présence des institutions des Nations Unies, d'une centaine d'organisations non gouvernementales, d'un effectif étranger de 2 500 personnes travaillant sur le terrain et de 56 avions, il fallait de toute évidence une coordination. Un centre d'opérations logistiques commun a commencé à fonctionner à l'INGC le 3 mars. Il était dirigé par le Programme alimentaire mondial (PAM) agissant pour le compte des organismes des Nations Unies, mais faisait bien évidemment partie de l'INGC et du système gouvernemental de coordination. Tout organisme ayant des équipements ou du personnel à faire transporter par avion devait déposer une demande auprès du centre d'opérations logistiques commun, la veille avant 13 heures, heure à laquelle le centre tenait une réunion pour établir la liste des priorités. La liste des expéditions prioritaires était ensuite transmise à l'aéroport de Maputo où une réunion de tous les opérateurs aériens (pour la plupart militaires) avait lieu à 15 heures. Au cours de cette réunion, présidée par le PAM, les opérateurs se répartissaient les équipements et les personnes à transporter. Des dispositions similaires ont été prises à Beira avec l'appui des équipes de réserve des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe afin de desservir les régions de Buzi et de Save. Les forces armées ont accepté la coordination de l'ONU, considérée comme neutre.

70. D'après les équipes de réserve des Nations Unies et le commandement des forces armées, de telles dispositions n'avaient jamais été prises lors d'inondations. L'idée du centre d'opérations logistiques commun avait été inspirée par l'expérience acquise lors de situations d'urgence complexes exigeant en général des actions militaires, et c'était la première fois qu'on y avait recours lors d'une catastrophe naturelle. Autre mesure exceptionnelle face à une catastrophe naturelle, le Bureau de coordination des affaires humanitaires a envoyé un représentant du Groupe des ressources militaires et de la protection civile à Maputo pour faciliter la coordination de l'utilisation des ressources militaires; auparavant (par exemple lors du cyclone Mitch qui a frappé l'Amérique centrale en 1998), le responsable de cette coordination restait à Genève.

71. Les forces aériennes de différents pays ont travaillé ensemble et accepté les instructions relatives à l'attribution des tâches venant de civils. Au 26 mai, 9 615 heures de vol avaient été accomplies (dont 5 398 par des appareils militaires) pour le transport de 11 789 tonnes de fret et de 13 911 passagers – outre les opérations de sauvetage et de reconnaissance.

### C. Coordination avec les bailleurs de fonds et appels à la mobilisation de fonds

72. Le samedi 26 février, les ambassades ayant leur siège à Maputo et l'ONU étant sur le qui-vive en raison de la situation de crise qui se préparait, le Ministre des affaires étrangères et de la coopération a demandé à l'ONU de convoquer, le dimanche 27 février au matin, dans les bureaux de l'INGC, une réunion consultative d'urgence des bailleurs de fonds multilatéraux, qu'il présiderait. Il a également décidé de tenir sa réunion ministérielle quotidienne de 8 heures du matin dans les bureaux de l'INGC avant de présider les séances publiques de l'INGC à 11 heures.

73. La réaction de la communauté internationale lors des nouvelles inondations survenues le 26 février a été extrêmement positive. De vastes opérations de collecte de fonds ont été organisées, les bénévoles et les organisations non gouvernementales sont arrivés en masse. Les forces aériennes de 11 pays ont fourni des appareils, en plus de ceux qui avaient été loués à titre privé. Au plus fort des activités, il y avait au Mozambique 56 avions en service et plus de 1000 militaires étrangers. En outre, plus de 200 bateaux avaient été donnés ou prêtés au pays.

74. La semaine qui a suivi les nouvelles inondations a été chaotique, l'afflux de ressources ayant atteint un ampleur sans précédent. Au cours de cette période difficile, la coordination a été assurée en grande partie par le personnel des Nations Unies travaillant dans les coulisses. Par exemple, un fonctionnaire du PAM travaillant à l'aéroport de Maputo a essayé, avec un téléphone cellulaire, de coordonner le soutien logistique des actions de secours, dont l'importance augmentait rapidement. L'équipe de pays des Nations Unies s'est rendu compte qu'elle n'avait pas suffisamment de cadres de rang supérieur connaissant bien la gestion de catastrophe et qu'elle ne disposait d'aucun plan d'action en cas d'imprévu ou d'urgence. Toutefois, comme les chefs de secrétariat ont l'habitude de travailler ensemble au sein de l'équipe des Nations Unies pour la gestion des opérations en cas de catastrophe, il leur a été facile en l'occurrence d'agir de façon concertée.

75. Le lundi 6 mars, il a fallu renforcer la coordination avec tous les partenaires car les participants à la réunion quotidienne de coordination étaient devenus très nombreux et, à partir du 6 mars, les réunions ont été présidées par le Ministre des affaires étrangères. Les réunions quotidiennes étaient des réunions d'information sur le déroulement des actions de secours et les besoins les plus urgents. Un nouveau centre d'opérations logistiques com-

mun a été ouvert le 3 mars au sein de l'INGC.

76. Le Gouvernement a publié son premier document d'information et lancé un appel à la mobilisation de 2,7 millions de dollars requis pour les approvisionnements de secours d'urgence le 10 février. Pour donner suite à cet appel, le PAM et l'UNICEF ont lancé des appels à leur niveau respectif.

77. Toutefois, les réactions se sont fait attendre et, au bout de 10 jours, les deux organisations n'avaient reçu que 1,4 million de dollars; le PAM craignait de ne pas pouvoir faire face aux coûts permanents des vols des avions et des hélicoptères sud-africains. À Maputo, aussi bien le Gouvernement que les représentants des Nations Unies déploraient le manque de réaction des bailleurs de fonds, alors qu'un bailleur de fonds, et non des moindres, faisait remarquer que le système des Nations Unies n'avait pas clamé assez fort qu'il fallait des fonds pour financer l'utilisation des hélicoptères et que le message n'était pas parvenu jusqu'à sa capitale.

78. Dans une lettre officielle en date du 11 février, le Bureau de coordination des affaires humanitaires informait le Gouvernement qu'il pourrait apporter une assistance pour le lancement de l'appel interinstitutions des Nations Unies, et que cette assistance constituerait une partie essentielle de son travail au Mozambique. Le Gouvernement mozambicain qui, en général prend l'initiative du lancement des appels ou le fait dans le cadre d'une action conjointe, a pensé qu'il en serait de même cette fois-ci, alors que le Bureau de coordination des affaires humanitaires a estimé que la lettre indiquait clairement sa position. Au cours des démarches entreprises en vue du lancement d'un nouvel appel aux bailleurs de fonds le 23 février, ce malentendu a causé quelques difficultés. Le premier projet a été intitulé « Appel interinstitutions des Nations Unies pour les secours d'urgence et les premières mesures de relèvement » et demandait que les contributions soient versées au Bureau de coordination des affaires humanitaires ou à une institution des Nations Unies, en précisant que les fonds qui parviendraient au Bureau seraient utilisés en coordination avec les institutions concernées des Nations Unies. Toutefois, après des consultations avec le Gouvernement, la version définitive a été intitulée « Appel international du Gouvernement mozambicain pour les secours d'urgence et les premières mesures de relèvement, en collaboration avec les institutions des Nations Unies »; elle demandait que les contributions soient versées à l'INGC ou à la Croix-Rouge, par des voies bilatérales, ou au Bureau de coordination des affaires humanitaires, et indiquait que les fonds remis au Bureau seraient utilisés en coordination avec le Gouvernement et les institutions concernées des Nations Unies.

79. Les efforts du Gouvernement, de l'équipe de réserve des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe et du Bureau de coordination des affaires humanitaires ont surtout échoué sur le fait que, de l'avis de l'équipe de réserve, l'appel devait concerner l'aide requise pour les opérations de secours et les premières mesures de relèvement et cette aide devait être acheminée par le système des Nations Unies, alors que le Gouvernement souhaitait que les premières mesures de relèvement comprennent également la remise en état des routes coupées – qui ne faisait l'objet d'aucun partenariat avec les organismes des Nations Unies – et tenait à ce que l'appel le précise. La version définitive du document combine donc les deux points de vue, les trois premières pages étant un « Appel international du Gouvernement mozambicain » à une aide de 65 millions de dollars, dont 44,3 millions pour les infrastructures, 8,1 millions pour d'autres domaines où le Gouvernement avait besoin d'une aide et 13,6 millions pour l'assistance du système des Nations Unies. Le reste du document est presque entièrement consacré au détail des demandes d'aide faisant l'objet de partenariats avec des organismes des Nations Unies.

80. Au 1er mars, quelques jours après une inondation plus grave, l'aide annoncée atteignait 17 millions de dollars. Le 6 mars, le PAM a lancé un nouvel appel. Le 20 mars, les engagements pris auprès du Gouvernement et des organismes des Nations Unies avaient dépassé 100 millions de dollars, qui n'avaient pas été versés en totalité.

81. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires a envoyé une troisième équipe, composée de deux personnes chargées de mettre à jour l'appel aux donateurs pour y introduire le fait que les inondations s'étaient beaucoup aggravées depuis l'appel du 23 février et que la population aurait besoin d'une assistance au moins jusqu'au mois d'août.

82. À ce moment-là, le Gouvernement avait accepté l'offre du Gouvernement italien d'être l'hôte d'une conférence internationale sur la reconstruction, prévue d'abord pour avril et qui a eu lieu les 3 et 4 mai. Entre-temps, il était devenu évident qu'il fallait une nouvelle aide pour la phase d'urgence de la lutte contre les conséquences des inondations. Néanmoins, le Gouvernement craignait que, compte tenu de la réunion du Groupe consultatif qui devait se tenir sous peu, un troisième appel international à l'aide d'urgence déconcerte les donateurs. Lorsqu'il a été décidé de lancer l'appel international mis à jour pour les secours d'urgence et le relèvement, le Gouvernement a donné son accord à condition que les évaluations des besoins des organismes des Nations Unies et du Gouvernement soient représentées de façon égale. L'appel du 22

mars portait le même titre que celui du 24 février mais sa présentation était différente. Il indiquait un montant des besoins supérieur de 100 millions de dollars au montant de l'aide déjà annoncée et présentait dans le corps du rapport les projets du Gouvernement et ceux du système des Nations Unies. Il faisait part des besoins en matière de remise en état des routes et des bâtiments exprimés par le Gouvernement, tout en accordant plus d'importance à l'aide à l'agriculture car le Gouvernement estimait que des mesures urgentes s'imposaient pour aider les agriculteurs à reprendre la production. Le 22 mars, l'UNICEF a publié son propre appel.

#### **D. Coordination avec les organisations non gouvernementales**

83. Dans l'ensemble, le dispositif de coordination de l'INGC et les réunions quotidiennes ont facilité la coordination des activités des organisations non gouvernementales. Lorsque des organisations non gouvernementales internationales ou d'autres donateurs arrivaient sans avoir été annoncés ou sans avoir de contact local, ils étaient simplement envoyés à l'INGC et invités aux réunions d'information, lors desquelles leurs activités et leur zone géographique d'opération étaient intégrées dans l'ensemble des opérations. Le Ministère de la santé exigeait que les organisations non gouvernementales travaillant dans la santé soient enregistrées. On peut dire que l'un des aspects les plus positifs de l'intégration des équipes de réserve des Nations Unies dans le dispositif de l'INGC a été de permettre d'avoir un seul centre de coordination.

84. Soucieux de renforcer la coordination avec les organisations non gouvernementales, l'Envoyé spécial des Nations Unies s'est entretenu avec un groupement d'organisations non gouvernementales et avec la Croix-Rouge nationale pour étudier avec eux les modalités voulues. Il a donc été décidé que le Bureau de coordination des affaires humanitaires financerait les services d'attachés de liaison supplémentaires, à Maputo et à Beira, chargés de centraliser la coordination avec les organisations non gouvernementales et travaillant aux côtés du Bureau de coordination des affaires humanitaires et de l'INGC. Bien que la plupart des organisations non gouvernementales aient participé aux réunions de l'INGC et cherché à coordonner les efforts, certaines se sont refusées à le faire, ce qui a créé quelques difficultés.

#### **E. Coordination avec la presse**

85. Il ne fait aucun doute que la couverture donnée par la presse à ces événements a été pour beaucoup dans l'ampleur de l'aide reçue. Le système des Nations Unies a veillé dans une mesure déterminante à ce que les images des inondations restent sur les écrans de télévision du monde.

86. Les premières équipes de télévision présentes à Maputo ont été la BBC et la SABC; arrivées début février, elles ont bénéficié de l'aide du PAM et de l'UNICEF. La BBC était à Chókwè au moment des inondations du 26 février. Par la suite, des journalistes et des équipes de télévision d'ITN, de CNN et de nombreuses autres chaînes sont également arrivés dans le pays. Le reportage télévisé de l'opération de secours désormais célèbre a contribué dans une mesure particulièrement importante à appeler l'attention mondiale sur les inondations. Le PAM et l'UNICEF ont accordé beaucoup de temps de travail de leur personnel aux équipes de télévision et ont facilité à celles-ci l'obtention de places dans les hélicoptères. De mi-février à mi-avril, le PAM avait cinq personnes de plus travaillant pour la presse à Maputo, le PNUD avait un responsable des communications envoyé par le siège tandis que d'autres institutions ont fait appel à du personnel de l'information recruté dans le pays. Ces efforts ont été productifs et ont donné de bons résultats, bien qu'ils aient créé des frictions avec d'autres institutions des Nations Unies.

87. Lorsque l'Envoyé humanitaire spécial du Secrétaire général est arrivé, il était accompagné d'un attaché de presse. Il était prêt à accorder des interviews, et les déclarations d'un Envoyé spécial du Secrétaire général ont plus de poids que celles d'un autre haut représentant des Nations Unies. Le coordonnateur résident donnait volontiers des communiqués de presse et des interviews (à la BBC, à CNN et à d'autres), de même que les chefs de secrétariat des institutions spécialisées des Nations Unies telles que l'OMS et l'UNESCO, ce qui a également facilité l'information des médias.

88. Pendant la semaine qui a suivi les inondations du 26 février, en raison du chaos qui régnait à l'aéroport, les journalistes devaient négocier avec chaque pilote pour avoir des places dans les avions, mais à partir du 3 mars, quand le centre d'opérations logistiques commun a commencé à fonctionner, la coordination s'est améliorée dans ce domaine également. Les organismes des Nations Unies et le centre ont veillé avec une attention prioritaire à ce que les journalistes aient des sièges dans les avions et les hélicoptères.

89. Il était devenu possible pour les journalistes d'arriver par avion d'Afrique du Sud, d'avoir une

chambre à l'hôtel à Maputo, d'aller dans les régions inondées dans la journée et de retourner à Maputo le soir. Parce qu'il a facilité le travail des médias, que ses représentants de haut rang n'ont pas lésiné sur les communiqués et les interviews et qu'il était en mesure de donner des informations fraîches, le système des Nations Unies a réussi à maintenir cet événement à la une des journaux et sur les écrans de télévision. Il est indéniable que cette immense couverture médiatique a été à l'origine de l'aide massive reçue par le Mozambique.

## F. Reconstruction

90. À la Conférence internationale sur la reconstruction, tenue à Rome les 3 et 4 mai 2000, le Gouvernement du Mozambique a lancé un appel à hauteur de 449,5 millions de dollars. Le système des Nations Unies y a joué un rôle différent de celui qui avait été le sien lors d'appels antérieurs. Le Gouvernement mozambicain a accepté l'offre et demandé au système des Nations Unies à Maputo d'apporter son appui à la Conférence. Le PNUD a été invité à exercer les fonctions de secrétariat de la Conférence. Sur place, le bureau du PNUD a été renforcé par du personnel de la Division des interventions d'urgence ainsi que par des moyens mobilisés par le Département du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et par le siège du PNUD. Le bureau du coordonnateur résident et l'équipe élargie du bureau de pays ont joint leurs forces et travaillé de concert avec des représentants du Gouvernement pour mettre en place les arrangements nécessaires à la Conférence de Rome. En collaboration avec leurs partenaires nationaux, les représentants des organismes des Nations Unies ont rassemblé des données et mis au point des activités qui ont été incorporées par la suite dans le document sur la reconstruction présenté à Rome. La Banque mondiale a envoyé une équipe technique qui a travaillé à la préparation de la première évaluation exhaustive des dommages. Des versions préliminaires de ces rapports ont été communiquées à l'équipe des Nations Unies pour la gestion des opérations en cas de catastrophe, qui comprenait un représentant de la Banque mondiale. Leurs conclusions ont été ensuite mises à jour par le Gouvernement et intégrées au document de Rome. À la différence de ce qui s'était passé pour les deux appels lancés à la communauté internationale pour qu'elle fournisse des secours d'urgence et une aide au relèvement, le Gouvernement a joué le rôle de chef de file dans la préparation du document de la Conférence. Il a mis sur pied un comité spécial de rédaction dirigé par le Ministre du plan et des finances de l'époque, devenu depuis Ministre des transports et des communica-

tions; ce comité s'est basé sur les rapports du système des Nations Unies et sur le bilan des dommages établi par la Banque mondiale, qu'il a mis à jour et complétés en leur ajoutant ses propres informations.

91. Suite à la désignation du PNUD comme secrétariat de la Conférence, une équipe a été constituée qui comprenait des membres du PNUD, et notamment des fonctionnaires et des consultants de la Division des interventions d'urgence, des membres du bureau du coordonnateur résident et des représentants du Gouvernement. Cette équipe a assuré la conception et l'organisation de la Conférence, avec la collaboration du siège du PNUD, tandis que les décisions finales étaient prises par le Conseil des ministres du Mozambique. À la demande expresse de l'Administrateur du PNUD, l'antenne romaine du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets a été chargée d'organiser les déplacements et l'hébergement de la délégation mozambicaine. Toutes les autres dispositions logistiques relatives à l'organisation des tables rondes et des conférences de bailleurs de fonds basées à Genève ont été effectuées par le PNUD, par le truchement du conseiller principal, les décisions étant prises par une équipe mixte ONU-Gouvernement chargée de la préparation de la Conférence à l'ambassade du Mozambique à Rome. Toute l'équipe de pays des Nations Unies au Mozambique s'est rendue à Rome pour s'y mettre au service de la Conférence et finaliser d'un commun accord l'exposé de l'équipe de pays qui a été lu devant la Conférence par le coordonnateur résident.

92. La Conférence de Rome a donc été, en fait, une initiative conjointe du Mozambique et de l'ONU, coprésidée par le Ministre des affaires étrangères du Mozambique et l'Administrateur du PNUD, et qui avait pour document de référence un programme gouvernemental de reconstruction. La Conférence a été un succès, et les annonces de contributions se sont élevées à un total estimatif de 452,9 millions de dollars, légèrement supérieur à l'objectif fixé par le document de la Conférence.

## G. Assistance en cours

93. Même si les équipes de télévision et la plupart des personnes déplacées sont retournées chez elles et presque toutes les crues se sont résorbées, les Nations Unies restent pleinement engagées. Elles ont joué – et continuent de jouer – quatre rôles importants.

94. Le premier rôle est celui qu'elles ont joué dans la préparation de la Conférence de Rome, qui a permis de faire en sorte que le Mozambique disposera des ressources nécessaires pour son difficile programme de recons-

truction.

95. Le deuxième rôle est un effet à la fois de la volonté de tirer les enseignements des inondations et de l'effort qu'elles ont suscité en réponse, et de la nécessité de mettre au point un plan local des Nations Unies en cas de catastrophe. Un séminaire spécial sera organisé à Maputo en juillet pour y faire le bilan des opérations et en tirer les enseignements.

96. Le troisième rôle consiste à continuer à aider les personnes touchées par les inondations. Dans les deux provinces méridionales de Maputo et de Gaza, 70 % des terres cultivées ont été submergées par les inondations. Ce sont peut-être 10 % de la production agricole du Mozambique qui auront été perdus cette année, et il faudra deux et même trois ans à certains agriculteurs pour s'en remettre. Cela veut dire que certains agriculteurs auront peut-être besoin de recevoir une aide alimentaire pour une période pouvant aller jusqu'à un an, et que le Programme alimentaire mondial (PAM) devra trouver 5 millions de dollars supplémentaires pour leur apporter cette aide. Le PAM s'efforce actuellement de conclure avec des organisations non gouvernementales des accords de distribution de l'aide alimentaire et de gestion de projets vivres contre travail. Il faudrait également trouver des fonds supplémentaires pour des semences et des outils, dont 100 000 lots ont déjà été distribués à des agriculteurs qui retournaient chez eux, en partie grâce à un projet du Ministère de l'agriculture et du développement rural bénéficiant de l'assistance du PNUD et d'un financement italien. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'occupe de mettre au point des plans de lutte contre le choléra et le paludisme. L'UNICEF continue d'aider le Gouvernement à remettre en état les services de santé, les écoles, les points d'accès à l'eau potable, l'assainissement et les réseaux locaux d'information sur la nutrition. En collaboration avec le Ministère de l'éducation, l'UNESCO poursuit ses efforts tendant à réserver à la préparation et aux interventions en cas d'urgence une place plus centrale dans ses activités de planification. Un architecte de l'UNESCO spécialiste de l'éducation a été mis à la disposition du Ministère dans le cadre d'un projet d'assistance technique avancé par le Directeur général. L'UNESCO s'efforcera également, en collaboration avec le Ministère, à faire en sorte que le projet de radiodiffusion éducative comporte un volet « situations d'urgence ». À cela s'ajoute le vaste programme de relèvement des bureaux et édifices du secteur public entrepris grâce à des financements du Département du développement international du Royaume-Uni transitant par le PNUD. Faire en sorte que les bailleurs de fonds n'oublient pas le Mozambique maintenant que les inondations ont cessé constitue désormais un volet important du rôle de l'ONU.

97. Le quatrième rôle est celui que les organismes des Nations Unies auront à jouer pour améliorer la gestion et l'atténuation des effets des catastrophes et pour réduire la vulnérabilité des populations concernées. Tous les organismes des Nations Unies représentés au Mozambique travailleront à renforcer l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC) ainsi que les services de météorologie et autres systèmes d'alerte précoce; à améliorer la couverture cartographique et l'évaluation des risques d'inondation; à relocaliser les habitants des zones inondables et à réduire leur vulnérabilité aux inondations; à mettre en oeuvre des projets vivres contre travail pour améliorer les défenses contre les inondations; et à faciliter la reconstruction. Les institutions spécialisées, qui ont été à l'arrière-plan pendant la période des secours d'urgence, auront un rôle particulièrement important à jouer.

## V. Conclusions préliminaires

98. Les inondations des mois de février et mars 2000 au Mozambique ont été exceptionnelles tant par leur ampleur que par l'extraordinaire solidarité qu'elles ont suscitée dans la communauté internationale. Au début de la crise, l'ONU a joué un rôle important en mobilisant l'appui de la communauté des bailleurs de fonds. Lorsque la crise s'est aggravée et a été fortement relayée par les médias, le Gouvernement a demandé à l'ONU de l'aider à coordonner le volume colossal des secours apportés par la communauté internationale. Maintenant que les inondations sont peut-être oubliées à l'extérieur du Mozambique, l'ONU retrouve son rôle initial de mobilisation de l'aide.

99. Il est ressorti de cette période un certain nombre de constatations inhabituelles sur le plan de l'engagement du système des Nations Unies et du partenariat :

a) Plutôt que de créer des systèmes parallèles ou de substitution, on a renforcé le rôle central du Gouvernement en matière de protection civile. L'essentiel du travail du système des Nations Unies s'est fait en coulisse, mais sa présence et ses activités ont renforcé la confiance tant du Gouvernement que de la communauté des bailleurs de fonds;

b) La nomination d'une Envoyée spéciale du Se-

crétaire général a donné une visibilité accrue aux efforts de secours à un moment crucial;

c) Le fait qu'une personnalité aussi importante et populaire que le Ministre des affaires étrangères ait assumé la responsabilité directe de la gestion des opérations a produit un effet similaire;

d) L'extension du rôle des équipes des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe;

e) L'efficacité de la réforme du système des Nations Unies et du bureau du coordonnateur résident;

f) L'aptitude à faire fond sur les expériences passées en matière de programmes de gestion et d'atténuation des catastrophes et la capacité des organismes des Nations Unies à intégrer les secours en cas de catastrophe dans leurs procédures et activités normales de programmation;

g) Le fait que les militaires se soient prêtés volontiers à une coordination menée par des civils appuyés par les Nations Unies.

100. Le Mozambique disposait déjà d'un dispositif de gestion des opérations en cas de catastrophe et d'une expérience opérationnelle sur lesquels le système des Nations Unies a pu s'appuyer. Mais la catastrophe en question était d'une ampleur telle qu'elle dépassait les capacités d'intervention du Gouvernement. Le système des Nations Unies a montré qu'il était capable de mobiliser rapidement des secours et qu'il savait travailler à la fois en collaboration avec le Gouvernement et comme relais du Gouvernement. Sans doute les enseignements tirés de cette expérience permettront-ils au Gouvernement et aux Nations Unies d'améliorer encore à l'avenir leur niveau de préparation, leur capacité d'intervention et leurs mécanismes de coordination; mais il n'en reste pas moins que le partenariat remarquable qui existe entre le Gouvernement et les Nations Unies servira de modèle pour les initiatives futures, et notamment le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Mozambique pour la période 2002-2006.



**A**  
nnexe

## **Chronologie des interventions relatives aux inondations de 2000 au Mozambique**

### **1999**

Novembre Lancement du Plan d'intervention d'urgence de l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC) pour la saison des pluies 1999/2000.

### **2000**

17-23 janvier Pointes de crue sur l'Umbeluzi, l'Incomati et le Limpopo dans le sud du Mozambique.

26 janvier Premier compte rendu de situation du Bureau de coordination des affaires humanitaires sur les inondations au Mozambique, préparé par le Programme alimentaire mondial (PAM).

4-7 février Le cyclone Connie frappe le centre et le sud du Mozambique avant de faire tomber des précipitations sans précédent sur le Swaziland, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Botswana.

6 février L'aéroport international de Maputo enregistre des précipitations de 328 millimètres.

Le Ministre des affaires étrangères préside une première réunion quotidienne avec d'autres ministres pour coordonner l'action du Gouvernement face aux inondations.

7 février L'Incomati en crue atteint un niveau sans précédent.

Les routes reliant Maputo à Matola et au-delà jusqu'à l'Afrique du Sud et au Swaziland sont coupées.

8 février Le Bureau de coordination des affaires humanitaires met une équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe à la disposition du Gouvernement.

9 février La crue de l'Incomati coupe la route nationale (EN1) entre Maputo et Xai Xai. L'Umbeluzi sort de son lit.

10 février Le Gouvernement mozambicain accepte officiellement l'offre d'une équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe.

Le Gouvernement publie un rapport sur les inondations et lance un appel de fonds à hauteur de 2,7 millions de dollars américains.

11 février Arrivée des premiers moyens aériens sud-africains (5 hélicoptères et 5 avions).

Le PAM et l'UNICEF lancent des appels.

12 février Le Limpopo déborde de son lit et inonde les villes de Chókwè et Xai Xai.

- Débordement du Save et du Buzi au centre du Mozambique.
- Arrivée à Maputo des cinq membres de l'équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe.
- 13 février L'équipe rencontre les représentants du Gouvernement et des Nations Unies.
- 15 février Installation de l'équipe dans les locaux de l'INGC.
- 16 février Équipée d'ordinateurs et de téléphones cellulaires fournis par le PNUD, l'équipe devient pleinement opérationnelle.
- 17 février Première réunion quotidienne d'information et de coordination de l'INGC/équipe, ouverte à tous les intéressés.
- 19 février Un appareil militaire français C-160 arrive à Maputo pour participer aux opérations d'évacuation aérienne.
- 21 février L'administration de la province de Gaza évacue les bureaux des parties basses de Xai Xai.
- 21-24 février Les comptes rendus quotidiens de situation de l'INGC/équipe des Nations Unies annoncent de nouveaux débordements du Limpopo.
- 22 février Le cyclone Eline s'abat sur le centre du Mozambique avant de poursuivre sa course vers le Zimbabwe et le nord de l'Afrique du Sud.
- Deux hélicoptères en provenance du Malawi reposent à Beira avant d'opérer dans la vallée du Save
- 23 février Lancement, en collaboration avec les Nations Unies, de l'appel du Gouvernement mozambicain à la communauté internationale pour qu'elle lui fournisse des secours d'urgence ainsi qu'une aide initiale à son relèvement.
- 24 février L'équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe quitte le Mozambique.
- 25-27 février Pointes de crue sur le Limpopo; nouveaux débordements du Save et du Buzi.
- 26 février L'appareil militaire français C-160 quitte Maputo.
- 27 février Le Ministre des affaires étrangères du Mozambique préside une réunion d'urgence avec les Nations Unies et les bailleurs de fonds dans les locaux de l'INGC.
- 28 février Les réunions ministérielles quotidiennes ont désormais lieu dans les bureaux de l'INGC.
- 29 février Une deuxième équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe arrive à Maputo.
- La responsable par intérim du Bureau de coordination des affaires humanitaires est nommée Envoyée spéciale humanitaire du Secrétaire général.
- 1er mars Les eaux montent à Xai Xai à 3 mètres au-dessus de leur record précédent.

- 
- 2 mars L'Envoyée spéciale humanitaire du Secrétaire général arrive à Maputo.  
Six hélicoptères militaires français atterrissent à Maputo pour renforcer le pont aérien.
- 3 mars Un appareil militaire français C-160 arrive à Maputo pour renforcer le pont aérien.  
Un appareil militaire belge C-130 arrive à Maputo pour renforcer le pont aérien.  
Le Centre mixte de coordination logistique chargé de coordonner les appareils des forces aériennes étrangères, ceux d'une organisation non gouvernementale et les vols commerciaux affrétés entre en opération au sein de l'INGC.
- 6 mars Le Ministre des affaires étrangères du Mozambique assume la présidence des réunions quotidiennes à l'INGC.  
Huit hélicoptères de l'armée de l'air britannique se joignent aux opérations de secours (4 Puma à Maputo et 4 Sea King à Beira).  
Déclaration du Président du Conseil de sécurité.  
Le PAM lance un deuxième appel.
- 7 mars Arrivée du contingent militaire allemand (2 C-160 à Maputo et 4 hélicoptères à Beira).
- 8 mars Les hélicoptères militaires français partent de Maputo pour Madagascar, qui est elle aussi touchée par des inondations.
- 9 mars Le contingent militaire américain arrive (3 C-130 et 3 hélicoptères à Maputo et 4 hélicoptères à Beira).
- 10 mars Par sa résolution 54/96 L, l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de continuer à mobiliser et à coordonner l'assistance humanitaire ainsi que l'aide nécessaire à la reconstruction.  
La troisième équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe arrive à Maputo.
- 12 mars Arrivée du contingent militaire espagnol (3 hélicoptères à Maputo).  
Le C-130 militaire belge quitte Maputo.  
Le C-160 militaire français quitte Maputo.
- 20 mars Arrivée du contingent militaire portugais (1 C-130 à Maputo).  
Départ du contingent militaire britannique.
- 22 mars Un appel actualisé à la communauté internationale est lancé à hauteur de 100 millions de dollars.  
L'UNICEF lance un deuxième appel.
- 27 mars Départ du contingent militaire américain.
- 29 mars Départ du contingent militaire allemand.

31 mars	Départ de Maputo de la troisième équipe des Nations Unies.
2 avril	Départ du contingent militaire espagnol.
3 avril	Départ du contingent militaire portugais.
3-4 mai	La Conférence de Rome sur la reconstruction après les inondations reçoit des annonces de contributions dépassant le montant sollicité.

---